



Règlement concernant les élections et les votations aux urnes

Version 2023

Toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin

Table des matières

A.	Dispositions générales.....	3
B.	Votations aux urnes	8
C.	Elections aux urnes	10
1.	Dispositions générales.....	10
2.	Elections selon le système proportionnel.....	Erreur ! Signet non défini.
3.	Elections selon le système majoritaire.....	12
D.	Dispositions finales.....	14

Règlement concernant les élections et les votations aux urnes

A. Dispositions générales

*Affaires soumises au
vote aux urnes*

Article premier

Le règlement d'organisation définit les affaires matérielles ainsi que les personnes et autorités à élire au sujet desquelles le corps électoral se prononce par la voie des urnes.

Droit de vote

Art. 2

Dispose du droit de vote toute personne qui possède le droit de vote en matière cantonale et qui est domiciliée dans la commune depuis trois mois.

*Vote par
correspondance*

Art. 3

Pour le vote par correspondance sont valables les mêmes dispositions que pour les votations et les élections cantonales et fédérales.

Vote par procuration

Art. 4

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

*Jours de votation et
d'élection*

Art. 5

¹ Les jours de votation et d'élection sont fixés par le conseil communal de manière à ce qu'ils correspondent, en général, à des jours de votation ou d'élection cantonale ou fédérale.

² Si un deuxième tour de scrutin est nécessaire, il a lieu, en général, trois semaines plus tard.

*Heures d'ouverture du
local de vote et délai du
dépôt des enveloppes-
réponses*

Art. 6

¹ Le local de vote est ouvert de 10h30 à 11h30 le jour de la votation ou de l'élection (dimanche).

² Si elle est acheminée par la poste, l'enveloppe-réponse doit parvenir à la commune au plus tard le samedi qui précède le jour du scrutin.

³ L'enveloppe-réponse peut être déposée dans la boîte aux lettres de la commune prévue à cet effet au plus tard le jour précédent le scrutin (samedi) à 19h00. L'heure de la dernière levée est indiquée sur la boîte aux lettres.

Impression des bulletins de vote et des bulletins électoraux

Art. 7

¹ Le secrétaire communal fait imprimer les bulletins de vote et les bulletins électoraux officiels.

² Pour chaque élection, il commande pour tous les électeurs :
– des bulletins électoraux sur lesquels figurent les candidatures définitives (bulletins avec impression) et
– des bulletins sans impression.

³ Les signataires d'une liste peuvent obtenir des bulletins avec impression supplémentaires au prix coûtant.

⁴ Lorsque des votations et des élections ont lieu simultanément, les bulletins doivent pouvoir être différenciés par leur couleur.

⁵ Les objets soumis à votation doivent être indiqués sur les bulletins de vote. En outre, ceux-ci mentionneront que la proposition peut être acceptée par un « OUI » et refusée par un « NON ».

⁶ Les candidats à une élection doivent être énumérés les uns après les autres sur les bulletins avec impression. Si leur nombre est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, il faut laisser autant de lignes vides numérotées qu'il y a de candidats manquants.

Carte de légitimation

Art. 8

¹ Le secrétaire communal veille à ce que les cartes de légitimation parviennent aux électeurs au plus tard trois semaines avant le jour de la votation ou de l'élection. La réglementation particulière contenue à l'article 9, 1^{er} alinéa est réservée.

² La carte de légitimation contient les indications suivantes:
a) nom, prénom(s), sexe, année de naissance, adresse de l'électeur;
b) renseignements sur les votations et les élections auxquelles l'électeur ou l'électrice a le droit de participer;
c) date de la votation ou de l'élection.

³ Les électeurs qui sont inscrits au registre et qui n'ont pas reçu leur carte de légitimation ou qui l'ont perdue peuvent en demander un double au préposé au registre des électeurs. La demande doit être déposée au plus tard le dernier jour ouvrable avant le jour du scrutin, avant la fermeture du bureau.

⁴ La nouvelle carte doit porter la mention « double ». Elle ne doit être délivrée à l'électeur que sur présentation du passeport ou de la carte d'identité.

Envoi du matériel de vote et d'élection

Art. 9

¹ Le corps électoral reçoit les bulletins de vote et les bulletins électoraux au plus tard trois semaines avant le scrutin. Si un délai plus court est applicable à un scrutin fédéral ou cantonal ayant lieu le même jour, ce délai vaut également pour l'envoi du matériel de vote et d'élection communal.

² En cas de ballottage, tous les documents électoraux doivent être envoyés au plus tard cinq jours avant le second tour de scrutin.

Message

³ Pour les votations, les électeurs reçoivent avec leur bulletin de vote un message bref et objectif du conseil communal, qui tient également compte des arguments des opposants.

Matériel de propagande

⁴ Pour les élections communales, les partis et les groupes d'électeurs peuvent faire envoyer leur matériel de propagande dans la même enveloppe aux frais de la commune. Le conseil communal prévoit des instructions concernant le format, le poids, le délai de dépôt et l'aide à fournir pour la mise sous pli.

Tirage des bulletins de vote et des bulletins électoraux

Art. 10

Le corps électoral doit pouvoir disposer de bulletins de vote ou de bulletins électoraux sans impression en suffisance dans les locaux de vote. Il n'est pas permis de distribuer, de mettre à disposition, d'afficher ni de remplir d'autres bulletins, en particulier des bulletins électoraux avec impression, propositions ou listes.

Bureau électoral

Art. 11

¹ Le conseil communal élit le bureau électoral et son président pour chaque élection communale ou votation et élection fédérale et cantonale. Le bureau électoral est composé d'au minimum 4 personnes.

² Pour les votations portant sur plusieurs objets ainsi que pour les élections, le conseil communal peut élargir le bureau électoral.

³ Les noms de ses membres doivent être publiés dans l'organe de publication officiel de la commune ainsi que dans la lanterne communale.

Instruction

Art. 12

Le conseil communal doit convoquer les membres du bureau électoral à une séance d'instruction avant le scrutin.

<i>Tâches</i>	Art. 13 <p>¹ Les membres du bureau électoral se réunissent sur invitation écrite du conseil communal dans les locaux de vote avant le début du service.</p> <p>² Le président du bureau électoral porte à la connaissance des membres les dispositions légales, règle le service des urnes et, en cas d'égalité des suffrages à une élection, procède au tirage au sort.</p> <p>³ Le bureau électoral maintient l'ordre et la tranquillité dans et devant le local de vote et empêche tout acte illicite. Il veille à ce que les électeurs puissent remplir leur bulletin sans être influencés ni dérangés.</p>
<i>Nullité du scrutin</i>	Art. 14 <p>¹ Après la clôture du scrutin, le bureau électoral commence par compter le nombre des cartes de légitimation et le nombre des bulletins de vote ou des bulletins électoraux timbrés rentrés.</p> <p>² Lorsque le nombre des bulletins timbrés dépasse celui des cartes de légitimation, le scrutin est nul. Le bureau électoral inscrit ce résultat dans le procès-verbal et le communique sans délai au maire ou à la mairesse. Les cartes de légitimation et les bulletins sont alors placés sous scellés ou plombés et gardés en lieu sûr.</p>
<i>Répétition du scrutin</i>	<p>³ Dans ce cas, le conseil communal fixe un nouveau scrutin. S'il s'agit d'une élection, aucune nouvelle liste de candidats ne peut être déposée. Les listes et les candidatures existantes restent valables.</p>
<i>Validité du scrutin</i>	<p>⁴ Lorsque le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de légitimation rentrées, le scrutin est valable; le bureau électoral communique ce résultat conformément aux dispositions suivantes.</p>
<i>Détermination des résultats</i>	Art. 15 <p>¹ Les résultats du scrutin sont déterminés par l'ensemble du bureau électoral. A cet effet, il se réunit le jour du scrutin, immédiatement après la clôture de celui-ci, dans un local approprié et procède au dépouillement aussi rapidement que possible.</p> <p>² L'admissibilité du dépouillement anticipé est régie par l'article 19 de l'ordonnance cantonale sur les droits politiques (ODP).</p>
<i>Recomptage en cas de résultats très serrés</i>	Art. 16 <p>¹ Si le résultat définitif d'une votation ou d'une élection selon le mode majoritaire est très serré, le conseil communal ordonne un recomptage.</p> <p>² L'article 27 de la loi sur les droits politiques (LDP) définit dans quels cas le résultat est réputé très serré.</p>

-
- Affichage des résultats* **Art. 17**
¹ Le secrétaire communal doit immédiatement afficher dans les locaux de vote, publier sur Internet ou diffuser par les autres canaux usuels les résultats de chaque scrutin.
- Validation* ² Le conseil communal valide les résultats du scrutin communal
- s'il n'y a aucun vice à éliminer,
- si aucune incompatibilité n'a été constatée suite à l'élection et
- si le délai de recours est échu sans avoir été utilisé ou si la décision sur un éventuel recours a acquis force de chose jugée.
- Publication* ³ Les résultats validés sont publiés dans l'organe de publication officiel de la commune.
- Avis d'élection* ⁴ Le conseil communal envoie un avis d'élection aux élus.
- Procédure en cas d'irrégularités; dénonciation* **Art. 18**
¹ Toute personne peut dénoncer au conseil communal des irrégularités ou des vices survenus lors d'une votation ou d'une élection, ou en rapport avec une demande de vote populaire ou une initiative populaire.
² Le conseil communal ordonne une enquête si les irrégularités ou les vices dénoncés sont graves ou s'ils ne sont pas manifestes.
³ Le conseil communal prend de son propre chef des mesures lorsqu'il a connaissance d'irrégularités survenues lors d'un scrutin.
⁴ Il prend les dispositions adéquates pour éliminer les vices constatés, si possible avant la clôture du scrutin.
- Procès-verbal du scrutin* **Art. 19**
¹ Le bureau électoral établit un procès-verbal pour chaque scrutin.
² Le procès-verbal doit contenir:
--la date et l'objet du scrutin,
--le nombre d'électeurs inscrits dans le registre des électeurs,
--le nombre de cartes de légitimation rentrées,
-- le nombre total de bulletins rentrés,
--la participation au scrutin,
--le nombre de bulletins n'entrant pas en ligne de compte (bulletins blancs et bulletins nuls),
--le nombre de bulletins entrant en ligne de compte (bulletins valables),
--les éventuelles remarques du bureau électoral.
³ Il doit contenir en outre, pour les votations, le nombre des « oui » et des « non » par objet, ainsi que, le cas échéant, le résultat concernant la question subsidiaire.

- ⁴ Il doit contenir en outre, pour les élections selon le système majoritaire:
- le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat,
 - le nombre de suffrages blancs,
 - la majorité absolue au premier tour,
 - le nom des personnes élues.

⁵ Le procès-verbal doit être signé par le président ainsi que le secrétaire du bureau électoral et remis au conseil communal.

Conservation du matériel de vote et du matériel électoral

Art. 20

¹ Les bulletins et les cartes de légitimation sont emballés, scellés et conservés en lieu sûr avec un double du procès-verbal.

² Les bulletins blancs, ceux qui ont été déclarés nuls et les bulletins non timbrés sont séparés et emballés avec les bulletins valables.

³ Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que les éventuels recours ont été jugés définitivement, le secrétaire communal détruit le matériel de vote. La destruction doit être consignée dans un procès-verbal.

Recours

Art. 21

¹ Le recours relatif à des élections ainsi que le recours contre un acte en relation avec la préparation d'une élection, d'un scrutin populaire ou d'un vote doivent être déposés auprès du préfet ou de la préfète dans un délai de dix jours, tous les autres recours dans un délai de 30 jours.

² Le délai commence à courir, pour les votations et les élections, le jour suivant le scrutin.

³ Lorsqu'un acte en relation avec la préparation d'une élection, d'un scrutin populaire ou d'un vote est contesté et que le délai de recours de dix jours n'échoit pas après le jour de la décision, le recours doit être formé contre l'acte préparatoire. Le délai de recours commence à courir le jour qui suit la notification ou la publication de l'acte préparatoire attaqué.

B. Votations aux urnes

Exercice du droit de vote

Art. 22

Les électeurs doivent écrire à la main sur le bulletin de vote officiel « OUI » s'ils sont d'accord avec la proposition et « NON » s'ils veulent la refuser. Ils ont également la possibilité de laisser leur bulletin blanc.

Nullité des bulletins de vote

Art. 23

¹ Les bulletins de vote non timbrés par le bureau électoral n'entrent pas en ligne de compte.

² Les bulletins de vote timbrés sont nuls:

- s'ils ne sont pas officiels,
- s'ils sont remplis autrement qu'à la main ou par une autre personne que l'électeur ou l'électrice,
- s'ils n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur ou de l'électrice,
- s'ils contiennent des remarques portant atteinte à l'honneur ou sont marqués de signes.

³ Les motifs particuliers de nullité propres au vote par correspondance sont réservés.

Majorité

Art. 24

Un projet est accepté lorsqu'il a obtenu la majorité des suffrages. Les suffrages blancs et les suffrages nuls ne sont pas pris en considération lors du calcul de la majorité.

Initiatives avec contre-projet

Art. 25

¹ Un éventuel contre-projet est soumis à la votation populaire en même temps que l'initiative.

² Les électeurs peuvent accepter les deux propositions.

³ Trois questions figurent sur le bulletin de vote:

1. Acceptez-vous l'initiative?
2. Acceptez-vous le contre-projet?
3. Si l'initiative comme le contre-projet sont acceptés par le peuple, lequel des deux textes doit entrer en vigueur:
l'initiative ou le contre-projet?

Pour la réponse à la troisième question, le champ correspondant devra être coché sur le bulletin de vote.

⁴ La majorité est déterminée séparément pour chacune des questions. Les suffrages blancs et les suffrages nuls n'entrent pas en ligne de compte.

⁵ Lorsque tant l'initiative populaire que le contre-projet sont acceptés, le résultat de la troisième question est déterminant. Entre en vigueur le texte qui, à cette question, recueille la majorité des suffrages.

Votations avec variante **Art. 26**

¹ La votation avec variante est admise. Les deux variantes (A et B) sont soumises simultanément au vote.

² Les électeurs peuvent accepter les deux variantes.

³ Trois questions figurent sur le bulletin de vote:

1. Acceptez-vous la variante A?

2. Acceptez-vous la variante B?

3. Si la variante A comme la variante B sont acceptées par le peuple, laquelle des deux doit entrer en vigueur : la variante A ou la variante B?

Pour la réponse à la troisième question, le champ correspondant devra être coché sur le bulletin de vote.

⁴ La majorité est déterminée séparément pour chacune des questions. Les suffrages blancs et les suffrages nuls n'entrent pas en ligne de compte.

⁵ Lorsque tant la variante A que la variante B sont acceptées, le résultat de la troisième question est déterminant. Entre en vigueur la variante qui, à cette question, recueille la majorité des suffrages.

C. Elections aux urnes**1. Dispositions générales****Art. 27**

Echéance électorale ¹ Les élections générales de renouvellement des autorités communales ont lieu tous les quatre ans, pendant le dernier trimestre.

Cercle électoral ² La commune forme un cercle électoral.

Annonce des élections ³ Le conseil communal annonce les élections au moins huit semaines avant le jour du scrutin dans l'organe de publication officiel de la commune. Il publie en même temps le délai pour le dépôt des listes de candidats et candidates.

Listes de candidats et candidates **Art. 28**

¹ Les listes de candidats peuvent être déposées auprès du secrétariat communal jusqu'au 37^{ème} jour précédant le scrutin (vendredi à 11h).

² Chaque liste de candidats doit être signée par au moins 10 électeurs. Les candidats ne sont pas autorisés à signer la liste sur laquelle ils se trouvent.

³ Les électeurs ne peuvent pas signer plus qu'une liste de candidats pour la même fonction. Ils ne peuvent pas non plus retirer leur signature après le dépôt de la liste.

Motifs d'élimination

Art. 29

¹ Les candidats ne peuvent figurer sur plus d'une liste pour la même fonction.

² S'ils figurent sur plusieurs listes, le secrétaire communal les invite à se décider pour l'une d'elles jusqu'au 32^{ème} jour avant le scrutin (mercredi, à 11h). Ils seront biffés sur les autres.

³ Si, durant ce délai, leur choix n'a pas été indiqué, ils seront biffés de toutes les listes de candidats.

Contenu des listes de candidats et candidates

Art. 30

¹ Les listes de candidats doivent contenir le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et l'adresse ainsi que l'accord signé des candidats.

² Chaque liste de candidats doit porter une dénomination appropriée qui la distingue des autres.

³ Une liste de candidats ne doit pas contenir plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

Représentant

Art. 31

Les premiers signataires des listes ou, s'ils sont empêchés, les deuxièmes ont le statut de mandataires auprès des organes communaux. Les mandataires ont le droit et l'obligation de donner toutes les indications nécessaires à la mise au point de leur liste.

Examen des listes de candidats et candidates

Art. 32

¹ Le secrétaire communal examine chaque liste de candidats au moment de son dépôt et rend attentive la personne venue la déposer sur les éventuels vices s'y trouvant.

² Si des défauts sont découverts par la suite, ils doivent être communiqués immédiatement au mandataire de la liste. Les défauts peuvent être éliminés jusqu'au moment indiqué à l'article 29, 2^{ème} alinéa. Passé ce délai, les listes ne peuvent plus être modifiées.

³ Si les mandataires ne veulent pas reconnaître les défauts, c'est le conseil communal qui tranche sans délai.

Manque de candidatures

Art. 33

¹ Lorsqu'aucune liste de candidats n'a été déposée ou qu'il n'y a pas assez de candidatures, les électeurs peuvent voter pour n'importe quelle personne éligible pour tous les sièges qui ne sont pas déjà pourvus par une élection tacite. Sont élues les personnes qui recueillent le plus de voix. En cas d'égalité des voix, il sera procédé à un tirage au sort.

² Le secrétaire communal doit annoncer dans l'organe de publication officiel de la commune au moins quatre semaines avant le jour du scrutin qu'il manque des candidatures valables et indiquer aux électeurs et électrices la possibilité de vote mentionnée au 1^{er} alinéa.

3. Elections selon le système majoritaire

Listes de candidats et candidates

Art. 34

¹ Le secrétaire communal numérote les listes de candidats dans l'ordre de leur dépôt.

Publication

² Il publie les listes sous leur forme définitive sans les noms des signataires. La publication a lieu dans l'organe de publication officiel de la commune, au moins quatre semaines avant le jour du scrutin.

Façon de remplir le bulletin électoral

Art. 35

¹ Celui qui utilise un bulletin sans impression peut y inscrire au maximum autant de noms de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir. Il a aussi la possibilité de laisser le bulletin blanc.

² Celui qui utilise un bulletin avec impression peut biffer à la main le nom de candidats et y porter le nom de candidats d'autres listes (panachage).

³ Le cumul n'est pas autorisé.

⁴ Sont considérés comme suffrages blancs les lignes laissées vides ainsi que les noms imprimés qui ont été biffés sans être remplacés.

*Bulletins électoraux
n'entrant pas en ligne de
compte*

Art. 36

¹ Les bulletins blancs n'entrent pas en ligne de compte.

² Les bulletins électoraux qui ne sont pas timbrés par le bureau électoral n'entrent pas en ligne de compte.

³ Les bulletins électoraux timbrés sont nuls:

- s'ils ne proviennent pas du jeu de bulletins officiels (avec impression et sans impression) établi par l'administration communale,
- s'ils ne contiennent que des noms de personnes n'étant pas candidates,
- si, après mise au point conformément à l'article 37, ils contiennent un nombre de noms supérieur à celui des membres de l'autorité à élire,
- s'ils sont remplis ou modifiés autrement qu'à la main ou par une autre personne que l'électeur ou l'électrice,
- s'ils n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur,
- s'ils contiennent des remarques portant atteinte à l'honneur ou sont marqués de signes.

⁴ Sont réservés les motifs de nullité propres au vote par correspondance.

Nullité des noms

Art. 37

¹ Les noms qui ne figurent sur aucune liste sont nuls et sont de ce fait biffés.

² Lorsque le nom d'un candidat est inscrit plus d'une fois sur un bulletin, le surnuméraire sera biffé.

Premier tour de scrutin

Art. 38

¹ A l'issue du premier tour de scrutin, sont élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue.

Majorité absolue

² Le nombre total des suffrages valablement exprimés est divisé par le double du nombre de sièges à pourvoir. Le nombre entier immédiatement supérieur à ce résultat représente la majorité absolue. Les suffrages blancs n'entrent pas en ligne de compte lors du calcul de la majorité.

³ La majorité absolue est calculée séparément pour chaque autorité ou siège à pourvoir.

⁴ Lorsque trop de candidats obtiennent la majorité absolue, sont élus ceux qui comptabilisent le nombre le plus élevé de voix.

-
- Second tour de scrutin* **Art. 39**
- ¹ Lorsqu'un nombre insuffisant de candidats a obtenu la majorité absolue au premier tour, le conseil communal ordonne un second tour.
- ² Le nombre de candidats qui peuvent se présenter au second tour équivaut au double du nombre de sièges qui restent à pourvoir. Les candidats qui ont obtenu le plus de suffrages au premier tour sont prioritaires.
- Majorité relative* ³ Sont élus les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix.
- Tirage au sort* **Art. 40**
- En cas d'égalité des voix, on procède à un tirage au sort.
- Election tacite* **Art. 41**
- Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas le nombre de sièges à pourvoir, le conseil communal proclame élus tacitement tous les candidats. L'élection tacite doit être publiée dans l'organe de publication officiel de la commune suivante.
- Election complémentaire* **Art. 42**
- Lorsqu'un siège devient vacant avant le terme du mandat, on procède à une élection complémentaire conformément aux dispositions ci-dessus afin que le siège soit pourvu jusqu'à la fin du mandat.
- Représentation des minorités* **Art. 43**
- Les prescriptions cantonales sur la représentation des minorités lors d'élections selon le système majoritaire sont réservées.

D. Dispositions finales

- Prescriptions complémentaires* **Art. 44**
- Les dispositions de la législation cantonale sur les droits politiques sont applicables par analogie aux questions non traitées par le présent règlement.
- Amendes* **Art. 45**
- ¹ Les personnes qui contreviennent aux dispositions du présent règlement ainsi qu'aux décisions des organes communaux qui en découlent sont passibles d'une amende d'au maximum 5000 francs, pour autant que des dispositions pénales fédérales ou cantonales ou des mesures disciplinaires ne soient applicables.
- ² Le conseil communal prononce les amendes selon les dispositions de la législation cantonale sur les communes.

Entrée en vigueur

Art. 46

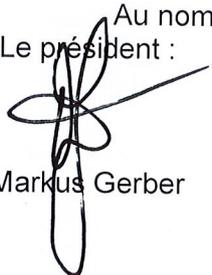
¹ Le présent règlement entrera en vigueur dès son approbation par l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire.

² Il abroge le règlement concernant les élections et les votations aux urnes du 13 décembre 1999 et les autres prescriptions qui lui sont contraires.

Adopté par l'assemblée municipale du 26 juin 2023.

Au nom de l'assemblée municipale
Le président :

Markus Gerber

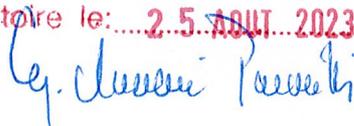


La secrétaire

Patricia Paroz



APPROUVE par l'Office des affaires
communales et de l'organisation du
territoire le: 25 AOUT 2023



Certificat de dépôt public

La secrétaire municipale a déposé publiquement le présent règlement au secrétariat municipal 30 jours avant l'assemblée communale du 26 juin 2023. Le dépôt public a été publié dans la organe de publication officiel de la commune n° 20 du 24 mai 2023 .

Le Fuet, le 7 août 2023

La secrétaire municipale



Patricia Paroz



Direction de l'intérieur et de la justice
Office des affaires communales et de l'organisation du territoire
Service des affaires communales

Hauptstrasse 2
Case postale
2560 Nidau
+41 31 635 25 90
oacot@be.ch
www.be.ch/oacot

Giovanna Munari Paronitti
+41 31 635 25 97
giovanna.munari-paronitti@be.ch

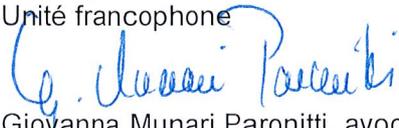
N° de l'affaire: 2023.DIJ.8964

Nidau, le 25 août 2023

Décision

Commune municipale de Saicourt; règlement concernant les élections et les votations aux urnes Approbation selon l'article 56 de la loi sur les communes

1. Le règlement concernant les élections et les votations aux urnes, adopté le 26 juin 2023 par l'assemblée municipale de Saicourt, est approuvé en vertu de l'article 56 LCo.
2. Il n'est pas perçu d'émolument.
3. La commune publiera l'entrée en vigueur des actes législatifs approuvés en indiquant les modifications éventuelles apportées par l'autorité d'approbation (art. 45 de l'ordonnance du 16.12.1998 sur les communes; OCo).
4. La présente décision peut faire l'objet d'un recours de droit administratif dans les 30 jours à compter de sa notification. Le recours doit être motivé et adressé, par écrit et en deux exemplaires, au Tribunal administratif du canton de Berne, Speichergasse 12, 3011 Berne (art. 56 de la loi sur les communes, LCo, RSB 170.11, en lien avec l'art. 43, alinéa 3 de l'ordonnance sur les communes, OCo, RSB 170.111, et les art. 74ss de la loi sur la procédure et la juridiction administratives, LPJA, RSB 155.21). A qualité pour former recours la partie pouvant faire valoir, avec une certaine vraisemblance, être atteinte dans ses intérêts dignes de protection, ou son représentant légal. La recourante peut se faire représenter par un avocat dûment légitimé (art. 15 et 79a LPJA).
5. Cette décision est à notifier à la commune municipale de Saicourt avec un exemplaire du règlement approuvé.

Office des affaires communales et
de l'organisation du territoire
Service des affaires communales
Unité francophone

Giovanna Munari Paronitti, avocate

Autres destinataires (avec 1 ex. du règlement approuvé)

- Préfecture du Jura bernois
- OACOT (interne)